



NOTE D'ACTUALITÉ N°623

2024 : L'ANNÉE DU RÉVEIL GÉOPOLITIQUE¹

Sergey Yevgenyevich Naryshkin

Directeur du service de renseignement extérieur de la Fédération de Russie
(*Sloujba vnechneï razvedki Rossiskoï Federatsi /SVR*)

Le CF2R a pris la décision de publier ce texte, car il est d'une importance capitale pour comprendre la position de la Russie et sa perception de l'évolution géopolitique de l'année à venir. Il n'apporte ni approbation, ni improbation aux propos qui y sont tenus.

Les turbulences mondiales provoquées par la lutte acharnée entre l'Occident, qui tente de maintenir sa domination, et les nouveaux centres de pouvoir qui revendiquent le droit à un développement souverain, continueront de toute évidence à prendre de l'ampleur au cours de l'année à venir. En outre, il y a lieu de croire que le processus de restructuration du monde qui se déroule sous nos yeux s'accompagnera d'un réveil géopolitique d'un nombre croissant de pays, de peuples et de continents entiers cherchant à se libérer de la « stupéfaction » libérale-totalitaire.

¹ Article paru dans le n°4(5) décembre 2023 du magazine *Razvedchik*, publié par la Fondation caritative pour la protection sociale des agents et des vétérans du renseignement extérieur de la Fédération de Russie (KGB, SVR).

Le conflit fondamental, ou peut-être déjà existentiel, entre « l'ancien » et le « nouveau » monde, sous-jacent depuis 30 ans, depuis la fin de la Guerre froide, et entré dans une phase ouverte avec le début de l'opération militaire spéciale en Ukraine, puis s'est étendu géographiquement au cours de l'année écoulée. L'agenda mondialiste et ouvertement antihumaniste imposé avec persistance par Washington et ses alliés suscite le rejet d'un nombre croissant d'États non occidentaux qui partagent les idées de la multipolarité et adhèrent à une vision traditionnelle du monde. Tout cela multiplie les risques d'instabilité et conduit à une augmentation des processus chaotiques dans l'arène de la politique internationale, ce qui exige beaucoup de retenue et de prévoyance de la part des dirigeants mondiaux.

Le paysage mondial qui s'est dessiné jusqu'à présent ressemble de plus en plus à une situation révolutionnaire classique : le « sommet », représenté par les États-Unis affaiblis, ne peut plus assurer son propre leadership ; et la « base » – dans laquelle l'élite anglo-saxonne inclut tous les autres pays – ne veut plus se soumettre au diktat de l'Occident. Afin d'éviter un effondrement radical de l'ensemble de la « superstructure » mondiale qui existe actuellement et qui ne profite qu'aux Anglo-Saxons, les hauts responsables euro-atlantiques vont s'attacher à la création d'un chaos contrôlé, déstabilisant la situation dans des régions clés de la planète en montant certains États « récalcitrants » contre d'autres, puis en formant autour d'eux des coalitions opérationnelles et tactiques sous le contrôle de l'Occident.

Cependant, la spécificité de la situation actuelle est que Washington et ses satellites sont de moins en moins en mesure de réaliser pleinement leurs desseins destructeurs. Les acteurs mondiaux responsables – parmi lesquels la Russie, mais aussi la Chine, l'Inde et de nombreux autres États – se sont unis et démontrent leur volonté de s'opposer résolument aux aventures extérieures et de mettre en œuvre de manière indépendante la résolution des crises, comme c'est le cas, par exemple, en Syrie. En outre, même les plus proches alliés des États-Unis cherchent désormais à diversifier leurs liens face à l'incapacité de plus en plus évidente de l'ancien hégémon à garantir leur sécurité. À cet égard, l'escalade dans la zone de conflit israélo-palestinienne, sans précédent au XXI^e siècle, a donné à réfléchir à de nombreux responsables politiques occidentaux, habitués à miser sur des relations privilégiées avec Washington.

Il est évident que l'année à venir sur la scène mondiale sera marquée par une nouvelle intensification de la confrontation entre les deux principes géopolitiques : le principe anglo-saxon, ou insulaire, « diviser pour régner » et le principe continental, directement antagoniste, « unir pour diriger ». Les manifestations de cette confrontation féroce au cours de l'année à venir seront observées dans toutes les régions du monde, même les plus éloignées : de l'espace post-soviétique, le plus important pour nous, à l'Amérique du Sud et à l'océan Pacifique.



En ce qui concerne la situation en Ukraine, on peut s'attendre à ce que les politiciens occidentaux, en raison de l'impossibilité objective de remporter une victoire militaire sur notre pays, se montrent ardents à essayer de prolonger les combats autant que possible et essaient de transformer le conflit ukrainien en un « deuxième Afghanistan », en comptant sur notre épuisement progressif dans la lutte des potentiels. Ils pensent y parvenir, comme auparavant, grâce à un ensemble de mesures économiques et militaro-diplomatiques, y compris des sanctions qui violent les normes du droit international et la fourniture continue d'armes et d'équipements militaires à Kiev.

Néanmoins, il est très probable qu'un soutien accru à la junte de Kiev – en particulier compte tenu de la « toxicité » croissante de la question ukrainienne pour l'unité transatlantique et la société occidentale dans son ensemble – accélérera le déclin de l'autorité internationale de l'Occident. L'Ukraine elle-même se transformera en « trou noir », absorbant les ressources matérielles et humaines. En fin de compte, les États-Unis risquent de créer pour eux-mêmes un « deuxième Vietnam », avec lequel chaque nouvelle administration américaine devra composer jusqu'à ce qu'une personne sensée, ayant le courage et la détermination de « boucher le trou », arrive au pouvoir à Washington.

En 2024, le monde arabe restera l'espace principal de la lutte pour l'établissement d'un nouvel ordre mondial. C'est là que l'on voit le plus clairement comment les prétentions des élites mondialistes au rôle d'hégémon, qu'elles s'imaginaient incarner après la disparition de l'URSS, sont en train de s'effondrer. L'invasion de l'Irak, le tristement célèbre « printemps arabe » qui a détruit la Libye et le Yémen pacifiques, la guerre prolongée en Syrie, l'émergence du monstrueux groupe terroriste ISIS et, enfin, les tentatives de collision entre les « pôles » sunnite et chiite au Moyen-Orient en sont les manifestations – il ne s'agit en aucun cas d'une liste complète des manifestations criminelles de la pensée stratégique en vigueur à Washington et dans certaines autres capitales occidentales. Les administrations républicaines et démocrates qui se sont succédé à la Maison Blanche ont toujours suivi cette voie dans le seul but d'exercer une domination sans partage comme en témoigne la présence militaire américaine massive de la Méditerranée aux mers d'Arabie.

La raison principale de l'effondrement de cette politique occidentale unilatérale et à courte vue est incroyablement simple : il s'agit d'un nouveau – et cette fois véritable – réveil des peuples du Moyen-Orient, contrairement au tristement célèbre « printemps arabe » orchestré par Washington il y a dix ans. Ce réveil se manifeste, d'une part, par l'arrivée au pouvoir, dans un certain nombre de pays arabes, de dirigeants forts et souverains et, d'autre part, par la croissance rapide des sentiments anti-américains et, plus largement, anti-occidentaux dans la région. Le monde multipolaire est déjà une réalité que les mondialistes ne pourront pas « annuler ». Ce qui semblait presque impossible hier : la normalisation des relations entre l'Arabie saoudite et l'Iran, leur adhésion aux BRICS avec l'Égypte et les Émirats arabes unis, le retour de la Syrie au sein de la « famille arabe », sont aujourd'hui des faits incontestables.

La Russie s'en félicite de toutes les manières possibles et, dans la mesure du possible, continuera de contribuer au succès de ces processus. Mais l'essentiel est que tout cela témoigne de l'état d'esprit qui règne dans le monde arabe en faveur d'une résolution mutuellement acceptable des conflits, d'une recherche commune des moyens de résoudre les problèmes de sécurité et de l'établissement de relations constructives et prévisibles, soutenues par des intérêts économiques et humanitaires communs.

Dans ce contexte, on ne peut manquer de mentionner le rythme élevé du développement des relations mutuellement bénéfiques entre les pays arabes, la Russie

et la Chine, malgré les tentatives désespérées des États-Unis et de l'Union européenne pour l'empêcher. Au cours de l'année à venir, l'Afrique continuera également à suivre avec confiance la voie qui lui permettra de devenir l'un des centres de pouvoir indépendants sur la scène mondiale. Les pays africains font preuve d'une indépendance croissante en matière de politique étrangère et intérieure, et leurs voix sont de plus en plus fortes à l'ONU. À l'avenir, le rôle de l'Union africaine en tant qu'institution mondiale capable de résoudre les crises en Afrique sans aide extérieure augmentera également. En fait, nous assistons aujourd'hui à une véritable décolonisation du continent noir, qui commence à se comprendre comme un sujet à part entière des relations internationales, et non seulement comme un marché de ressources bon marché, comme le voient encore les Anglo-Saxons.

La République centrafricaine et le Mali sont des preuves éclatantes du processus croissant de refonte de l'identité géopolitique de l'Afrique. Les nouvelles autorités de Bangui et de Bamako ont trouvé le courage de s'engager dans la voie d'un rejet décisif du patronage de la France et de « l'Occident collectif » en faveur de l'établissement de liens étroits avec notre pays dans les domaines économique, militaires et politiques, et ont été en pratique convaincus de la justesse de leur choix. Je suis certain que leur exemple inspirera d'autres États du continent noir intéressés à mettre en œuvre une politique souveraine fondée principalement sur les intérêts nationaux et ne dépendant pas des caprices des élites occidentales.

Dans le même temps, il est évident que les anciennes métropoles ne renonceront pas à leurs tentatives de saper les aspirations des Africains à un développement souverain, en utilisant le « kit du gentleman » éprouvé des méthodes coloniales classiques : des promesses sans fin d'assistance financière et militaro-politique, l'incitation délibérée à des conflits interétatiques, la propagation de l'idéologie islamiste radicale et des interventions militaires directes. Toutefois, cela ne fera qu'encourager les dirigeants régionaux à rechercher des « fournisseurs » de sécurité plus fiables, à savoir la Russie, la Chine et l'Inde, ainsi que les monarchies arabes, qui ne disposent pas d'un sombre passé colonial et, surtout, qui sont prêts à offrir aux pays et aux peuples d'Afrique une coopération sur une base d'égalité et non idéologique.

Il convient de noter que des processus similaires se développent activement partout, y compris en Amérique latine, que les Américains ont toujours considérée comme leur « arrière-cour ». Là aussi, il existe une demande de structures d'intégration indépendantes, non soumises aux diktats des Anglo-Saxons. L'une d'entre elles est la Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes (CELAC), à laquelle, de manière caractéristique, les États-Unis et le Canada ne sont pas censés participer.

Quelques mots à présent sur la situation au sein du bloc euro-atlantique lui-même. L'année prochaine, nous assisterons certainement à une augmentation du niveau de désunion publique et politique aux États-Unis et en Europe sur toute une série de sujets, du soutien à l'Ukraine à la promotion de l'agenda LGBT. L'un des signes avant-coureurs de cette tempête inévitable a été la Slovaquie, où le parti d'orientation nationale SMER-SSD dirigé par Robert Fico a remporté les récentes élections législatives malgré l'énorme pression exercée par les élites occidentales gaucholibérales.

Je pense qu'en 2024, la plupart des campagnes électorales en Occident – élections européennes et élections présidentielles américaines – se dérouleront dans une atmosphère de confrontation dure entre les mondialistes, d'une part, et les partisans du réalisme en politique étrangère et des valeurs traditionnelles dans la sphère sociale, d'autre part. Bien qu'il ne soit guère pertinent de prédire le ton des campagnes à venir,

on peut prédire avec une exactitude absolue que les politiciens occidentaux tenteront par habitude, d'accuser la Russie – ainsi que la Chine et d'autres États qui ont le courage d'offrir au monde leur propre vision du présent et de l'avenir, alternative au « camp de concentration » totalitaire-libéral – d'être responsables de l'augmentation inévitable des tensions internes dans leurs pays.

Pendant ce temps, une réalité fondamentalement nouvelle apparaît dans l'espace eurasiatique, dont les contours ont commencé à se dessiner avec le retour de la Crimée à la Russie et la réintégration des républiques populaires de Lougansk et de Donetsk, ainsi que des régions de Kherson et de Zaporozhye. Je suis convaincu qu'en 2024, le rôle unificateur de Moscou en tant que centre des principaux projets d'intégration du continent ne fera que se renforcer.

C'est également ce qu'indique l'émergence d'une vaste alliance entre la Russie et ses alliés et partenaires de la CEI¹, de l'OTSC² et de l'OCS³, ainsi que l'émergence du « Grand Partenariat eurasiatique ». La qualité la plus importante de ces structures, qui les distingue fondamentalement des blocs occidentaux, est leur non-orientation contre les pays tiers et leur focalisation sur la création d'un ordre mondial juste basé sur le respect inconditionnel de la souveraineté et le respect du droit international.

Une association aussi représentative que les BRICS, dont six nouveaux États deviendront membres à part entière au cours de l'année à venir, dispose d'un puissant potentiel pour construire une architecture équitable et véritablement démocratique des relations internationales.

Dans le cadre de la campagne pour discréditer ce forum, les médias occidentaux le présentent souvent comme une alternative au G7 promu par Moscou et Pékin. Or, le G7, ce sont les États-Unis et les six satellites qui les servent, et l'ordre qui règne au sein de ce bloc n'est pas très différent d'une prison, où seul le directeur principal a le droit de vote, tandis que les autres sont obligés d'exécuter docilement sa volonté.

De leur côté, les BRICS, surtout dans leur composition élargie, sont une alliance de puissances égales – ou plutôt d'États civilisationnels, pour reprendre les termes du président Vladimir Poutine – qui cherchent à trouver ensemble un moyen de parvenir à une solution commune aux problèmes. Je suis persuadé que la prochaine présidence russe du Conseil de l'Union européenne sera un succès. Je suis également convaincu que la prochaine présidence russe des BRICS en 2024 donnera un élan supplémentaire au développement de ce format véritablement prometteur.

Il ne fait aucun doute que les États-Unis et leurs alliés continueront à prendre des mesures pour exercer une pression directe et indirecte sur notre pays, ainsi que sur tous ceux qui n'acceptent pas de « déposer leur âme » et de « prêter allégeance » aux valeurs néolibérales. Au cours de l'année à venir, nous nous attendons à ce que les attaques anglo-saxonnes s'intensifient, y compris dans les instances internationales, principalement à l'ONU, ainsi que dans le cadre de divers « sommets pour la démocratie » révisionnistes et de formats multilatéraux ad hoc. Le véritable objectif de ces entreprises est visible à l'œil nu : sous le prétexte d'une réponse collective à la « menace » russe, chinoise ou autre, poursuivre le démantèlement des institutions de gouvernance issues de la Seconde

¹ Communauté des états indépendants : organisation intergouvernementale composée de 9 des 15 anciennes républiques soviétiques créée en 1991 suite à la chute de l'URSS.

² Organisation du traité de sécurité collective : organisation intergouvernementale à vocation politico-militaire créée en 2002 et regroupant l'Arménie, la Biélorussie, le Kazakhstan, la Russie et le Tadjikistan.

³ Organisation de coopération de Shanghaï créée en 2001 par la Chine, la Russie, le Kazakhstan, le Kirghizistan, le Tadjikistan et l'Ouzbékistan. Elle s'est élargie à l'Inde et au Pakistan en 2017, et à l'Iran (2023). La Mongolie, la Biélorussie et l'Afghanistan sont membres observateurs.

Guerre mondiale, supprimant ainsi les derniers obstacles à l'odieux « ordre fondé sur des règles » imposé par les Américains.

Ici, je me permettrai de citer une fois de plus le président russe, qui a qualifié cet « ordre » « *d'absurdité* » et de tentative de remplacer le droit international. J'ajouterai pour ma part que dans le monde multipolaire émergent, ce « produit pourri » se vend déjà mal, même parmi les hommes politiques occidentaux qui ne veulent pas défendre les intérêts étroits des élites anglo-saxonnes et de certains groupes d'influence. Que dire du reste. Les dirigeants et les peuples de la grande majorité des États de la planète reconnaissent depuis longtemps le caractère hypocrite de l'Occident et ne croient plus à ses belles et fausses promesses : le réveil mondial est irréversible.

Je suis convaincu que nous devons également nous réveiller pleinement de la « drogue » libérale des années 1990 et revenir à nos racines. Nous avons notre propre chemin. La Russie est un pays-civilisation unique avec une histoire millénaire qui ne peut être oubliée, et encore moins trahie.

C'est pour cette raison que nous avons décidé, afin de rétablir la justice historique, d'ériger sur le territoire du siège du SVR à Yasenevo un monument à la mémoire de Felix Edmundovich Dzerzhinsky, un homme d'État exceptionnel et le fondateur des services de renseignement extérieurs russes – un symbole de détermination, d'abnégation, d'acharnement, un héros qui est resté attaché à l'idée de construire un monde nouveau et juste jusqu'à la fin.

Sergey Yevgenyevich Naryshkin

Décembre 2023

(Traduction CF2R)